



---

## Conseil économique et social

### Commission du Développement Social 51<sup>e</sup> session

#### Point 3a de l'ordre du jour:

**"Thème prioritaire: Promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et d'un travail décent pour tous"**

"Priority theme: Promoting the empowerment of people in achieving poverty eradication, social integration and full employment and decent work for all"

New York, le 7 février 2013

Déclaration de la Suisse

---

Madame la Présidente,

« Autonomiser » pour éliminer la pauvreté, pour faciliter l'intégration sociale, pour promouvoir le plein emploi et le travail décent. Ce thème est important, mais il n'y a pas de véritable définition claire du concept « d'autonomisation ». L'approche doit être multidimensionnelle.

Ma délégation espère donc que notre discussion permettra de mieux cerner le concept et de définir certains points clés des enjeux liés à l'autonomisation.

Notre Commission devra aussi fixer des priorités pour l'action future dans ce domaine. Le mandat de notre Commission nous permet de nous concentrer sur les éléments parmi les plus pertinents.

Tout d'abord, pour la Suisse, le concept d'**autonomisation** est étroitement lié à celui de **participation**. La participation dans ses deux sens : celui d'« avoir accès » aux biens communs, aux acquis sociaux et celui de « prendre part », d'être impliqué. Deuxièmement, il n'y a **pas de participation ni d'autonomisation sans compétences**. L'**éducation** est un élément et une pré condition constitutive de la participation, et elle ouvre la porte vers la

mobilité économique et sociale. Une **éducation de qualité** et un **système de formation professionnelle** qui reflètent les besoins de l'économie sont la clé pour l'intégration dans le marché du travail. Education et formation contribuent ainsi à l'autonomisation économique.

Or, les marchés du travail restent peu performants. Selon le rapport « Tendances mondiales de l'emploi 2013 » publié par l'Organisation internationale du travail (OIT), le chômage mondial repart à la hausse et la conjoncture économique a continué de se dégrader. 197 millions de personnes sont au chômage dans le monde. La situation du marché du travail demeure particulièrement sombre pour les jeunes. Quelque 74 millions de personnes âgées de 15 à 24 ans sont sans emploi. De plus en plus de jeunes font l'expérience du chômage de longue durée. Environ 35 % des jeunes chômeurs sont privés d'emploi depuis six mois ou plus. Ces jeunes gens perdent confiance dans le système, et ils tendent à quitter le marché du travail.

Evidemment, les compétences peuvent aussi être renforcées à d'autres fins qu'une insertion professionnelle, et elles peuvent l'être depuis la petite enfance déjà. Un enfant peut être accompagné dans le développement de ses aptitudes, y compris extrascolaires - les jeunes peuvent être plus sensibilisés à la prévention de la violence, les parents conseillés dans leurs tâches éducatives, une personne en marge épaulée pour développer ses relations sociales ou une personne âgée même fragile encouragée à préserver son autonomie.

Tout n'est pas qu'une question de compétences à encourager, bien sûr. Mais ces efforts viennent compléter les moyens matériels ou financiers que nécessite une politique d'autonomisation digne de ce nom.

Notre Commission peut indiquer la **voie à suivre** et proposer des **orientations concrètes**.

La première consistera à promouvoir les droits de la personne, l'accès aux institutions et l'égalité des chances.

La deuxième impliquera de mettre la personne en mesure de prendre sa vie en mains et de pouvoir contribuer aux décisions qui la concernent.

La troisième orientation portera sur l'offre de structures et de services qui ne minent pas la responsabilité mais la soutiennent.

Différentes mesures peuvent être envisagées pour relever le défi de l'autonomisation. On peut par exemple **promouvoir le dialogue social**. Le dialogue social est un instrument important pour faire participer activement et collectivement les populations à la définition des conditions-cadre du marché du travail. En Suisse, notre système de dialogue social, basé sur la confiance mutuelle entre organisations syndicales et patronales, nous permet d'avoir un marché du travail flexible tout en assurant une protection élevée des travailleurs. La participation étroite des partenaires sociaux pour définir les plans d'études de la formation professionnelle garantit que ceux-ci correspondent aux besoins du marché du travail.

On peut également, deuxième mesure possible, **promouvoir des systèmes de protection sociale**. Ceux-ci protègent et responsabilisent les populations, tout en contribuant à une croissance économique durable et inclusive. Ma délégation salue donc l'adoption de la Recommandation sur les socles de protection sociale par la Conférence internationale du travail en juin 2012. Cette Recommandation contient des orientations détaillées qui aident

les pays à mettre en place et développer des systèmes de protection sociale de base.

L'autonomisation et le cadre institutionnel sont complémentaires : nous pouvons chercher à stimuler les aptitudes de la personne, pour préserver sa santé, participer dans le marché du travail, vieillir dans de bonnes conditions ou conserver un bon réseau social. Mais il est vain de prétendre le faire si les services et les infrastructures nécessaires ne sont pas disponibles. Les ministres de la CEE/ONU réunis à Vienne en septembre dernier en étaient conscients, ils ont tenu à souligner que le vieillissement actif passe par une bonne réponse institutionnelle. Les Etats devront faire preuve de discernement en promouvant l'autonomie de la personne.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Chairperson,

"Empowering people" to eliminate poverty, to facilitate social integration, to promote full employment and decent work.

While this is an important subject, there is no truly clear definition of the concept of "empowering people". A multidimensional approach is required.

My delegation hopes therefore that our discussion will enable us to better understand the concept and to define certain key points and challenges with regard to the empowerment of people.

Our Commission should also set priorities for future action in this respect. Our Commission's mandate enables us to concentrate on some of the most relevant aspects.

First of all, as far as Switzerland is concerned, the idea of **empowering people** is closely linked to **ensuring participation**, in both senses of the word – "having a part" in common goods and social gains, and "taking part" by being involved. Secondly, **ensuring participation and empowering people can only be achieved by promoting competencies. Education** is a key element and a precondition for participation and it opens the door to economic and social mobility. **Quality education and a professional training system** which reflects the needs of the economy are key to integration into the labour market. Education and training thus contribute to economic empowerment.

However, the labour markets continue to underperform. According to the "Global Employment Trends 2013" report published by the International Labour Organization (ILO), global unemployment is on the rise again and the economic climate is continuing to worsen. 197 million people around the world are unemployed, and the labour market situation

---

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies**  
**Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706  
Tél. +1 212 286 1540, fax +1 212 286 1555, [www.dfae.admin.ch/missny](http://www.dfae.admin.ch/missny)

remains particularly bleak for young people, with some 74 million people aged between 15–24 unemployed. More and more young people find themselves hit by long-term unemployment. Around 35% of jobless youth have been out of work for six months or more, losing their faith in the system and drifting away from the labour market.

Clearly competencies can also be developed for purposes other than getting into the world of work, and this can already be done from a very early age. Children can be supported as they develop their skills, including those outside of the school environment – young people

can be made more aware of the prevention of violence, parents given advice on bringing up their children, a person who has been marginalised given the support he or she needs to develop social relations, or an older and perhaps fragile person given the encouragement to remain independent.

It is of course not only about encouraging competencies, but efforts such as these can supplement the material or financial resources required by a genuine policy to empower people.

Our Commission can set out **the path to follow** and offer **concrete directions to be taken**.

The first involves promoting individual's rights, access to institutions and equal opportunities.

The second involves enabling people to take responsibility for their lives and contributing to making decisions which concern them.

The third direction deals with the provision of structures and services which support and do not undermine responsibility.

Different measures can be considered when it comes to taking on the challenge of empowerment. One of them is **promoting social dialogue**. Social dialogue is an important tool to encourage people to participate actively and collectively in defining the framework conditions for the labour market. In Switzerland, our system of social dialogue is founded on mutual trust between employers and labour organisations and enables us to have a flexible labour market whilst at the same time ensuring increased levels of protection for employees. There is close collaboration between social partners to define curriculums for professional training which thus correspond to the needs of the labour market.

Another example is **promoting social protection systems**. These are designed to give people both protection and responsibility whilst at the same time contributing to sustainable, inclusive economic growth. My delegation welcomes therefore the adoption of Recommendation on social protection floors by the International Labour Conference in June 2012. This Recommendation contains detailed orientations which help countries to implement and develop basic social protection systems.

Empowerment and the institutional framework are complementary: We can attempt to stimulate a person's aptitudes to protect her health, to participate in the labour market, to grow old in decent conditions or maintain a good social network.

But this can only be successful if at the same time, the requisite services and infrastructures are available.

EEC/UN ministers who met in Vienna last September were well aware of this and they made a point of underlining that active ageing needs good institutional support. States need to exercise some discernment when promoting individual empowerment.

Thank you.